

Edito | Brexit: Onze mois pour éviter un "no deal" et relancer l'Europe

D'abord, et avant tout, ayons plus qu'une pensée pour ces milliers de citoyens britanniques qui ont fait le choix de venir vivre chez nous, de s'impliquer dans la vie de nos villages, de nos communes dont ils sont devenus, aussi, des citoyens engagés, à l'image de ces 59 conseillers municipaux en Dordogne. Et de ces 2780 inscrits sur les listes électorales de ce département et qui viennent, sans tarder, de se voir rappeler par l'Etat français que perdant, à cause du Brexit, la citoyenneté européenne, ils ne pourraient plus voter dans la commune où pour beaucoup ils ont construit leur vie, sans compter que s'ils se sont expatriés depuis plus de quinze ans ils sont bannis de leur droit de vote Outre - Manche.

Oui, sentons-nous solidaires de ces milliers de gens qui à moins de demander - et ils le font en masse depuis trois ans – le bénéfice de la nationalité française, sont les laissés pour compte d'un match de fond de court entre le Royaume Uni et l'Union européenne qui n'avait que trop duré depuis le référendum de 2016, perdu par David Cameron.

Encore heureux que pendant la période transitoire qui s'ouvre ce 1^{er} février, et jusqu'à la fin de l'année, ils conserveront la faculté de vivre et circuler comme avant et, au pire, d'obtenir une carte de séjour après le 1^{er} juillet 2021.

Et maintenant ? Attendons les prochains faits et gestes de Boris Johnson... de ce premier ministre à grand spectacle qui a le choix entre deux postures : ou faire le maximum pour qu'en onze mois les négociations concrètes qui vont s'engager entre le Royaume Uni - en l'occurrence assez désuni lorsque l'on lit les propos de Nicola Sturgeon la première ministre d'Ecosse qui voit son peuple déchiré- et l'Union européenne, réussissent et permettent de conserver un niveau d'échanges, de liberté de circulation, de partage d'informations cruciales dans un monde de plus en plus dangereux ou les verrouiller, au nom de la grande histoire qu'il claironne volontiers et rêve de ressusciter ? Et, qui sait, en osant faire de la Grande Bretagne une manière de grand paradis fiscal.

Il serait sage qu'il trouve les mots adéquats pour laisser toutes ses chances à une nouvelle donne plutôt qu'à un no deal, qu'il veille à ce que cessent ces attitudes xénophobes, de plus en plus marquées, et qui ont été à la source de cette rupture avec l'Union....Ces mensonges dont le grand philosophe universaliste, Théodore Zeldin, ne craint pas de dire à nos confrères de La Croix : « Les Britanniques ont moins été trompés qu'ils ne se sont trompés eux-mêmes. Ils ont accepté les mensonges qui leur convenaient. Leurs angoisses, à propos de leur vie quotidienne, les ont poussés à accepter des illusions qui renforçaient leurs propres illusions. »

Beau sujet de réflexion derrière ces mots qui renvoient à l'immense effort que l'Union Européenne doit entreprendre, après ce choc de la séparation que nous ressentons et qu' Emmanuel Macron a cru bon de reconnaître, ce 31 janvier depuis l'Elysée...Nous sommes à un moment redoutable de la vie de nos démocraties où les institutions vacillent devant la perte de sens et l'emballement des réseaux sociaux, à un moment où l'Europe a servi de bouc émissaire parfait face aux difficultés quotidiennes, à un moment où un Emmanuel Todd, qui ressuscite la lutte des classes au nom des inégalités de revenus, accuse l'euro de tous les maux. A un moment où il va être crucial de refonder le projet européen, non seulement autour d'un parlement renouvelé qui semble vouloir jouer pleinement son rôle, d'une Commission qui va devoir jouer avec lui et peser pour que le citoyen européen ne soit pas l'otage de négociations commerciales – on pense au Ceta et au Mercosur – qui contreviennent à nos valeurs, où l'Europe peut et doit être encore le lieu géométrique d'une espérance pour une génération qui attend qu'elle montre l'exemple face au grand défi climatique.



Joël Aubert

